Document généré le 25 avr. 2024 01:57

Études internationales

La guerre d'Angola et le rôle de Cuba en Afrique

Jacques Lévesque

Volume 9, numéro 3, 1978

URI : https://id.erudit.org/iderudit/700876ar
DOI : https://doi.org/10.7202/700876ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cette note

Lévesque, J. (1978). La guerre d'Angola et le rôle de Cuba en Afrique. *Études internationales*, *9*(3), 429–434. https://doi.org/10.7202/700876ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1978

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LA GUERRE D'ANGOLA ET LE RÔLE DE CUBA EN AFRIQUE

Jacques LÉVESQUE *

L'engagement militaire décisif de Cuba en Angola aux côtés du Mouvement de libération populaire d'Angola, d'Agostino Neto, à l'automne 1975, a donné lieu à des interprétations fort diverses. Pour les uns, il s'est agi là d'une entreprise menée pour le compte de l'Union soviétique et qui confirme la « satellisation » définitive de Cuba. Pour les Chinois en particulier, les soldats cubains étaient des « mercenaires » à la solde de l'URSS. Pour d'autres, il s'agit d'une décision prise par Cuba en toute autonomie. Selon l'écrivain colombien Gabriel Garcia-Marquez, proche des dirigeants cubains, la décision d'envoyer un corps expéditionnaire cubain en Angola a été prise le 5 novembre 1975 à La Havane [1]. Il est confirmé par d'autres sources que jusqu'au début de novembre, il n'y avait que quelques centaines d'instructeurs cubains en Angola [2]. L'envoi massif de troupes de combat par Cuba résulte donc, semble-t-il, de l'entrée en Angola de troupes sud-africaines le 23 octobre. L'Afrique du Sud craignait que la victoire du M.P.L.A., le plus radical des trois mouvements nationalistes angolais ne modifie en sa défaveur l'équilibre des forces régionales, et aggrave sa situation déjà difficile en Namibie. Au moment de l'intervention sud-africaine, l'armée du F.N.L.A., organisation rivale du M.P.L.A., appuyée par des réguliers du Zaïre et soutenue par la C.I.A., était aux portes de Luanda. Ainsi, le M.P.L.A., qui, un mois auparavant contrôlait douze des seize provinces de l'Angola, se trouvait menacé d'être écrasé à brève échéance. Selon Garcia-Marquez, la décision cubaine du 5 novembre aurait été communiquée aux Soviétiques après coup. Il est évidemment difficile de le vérifier. Le 5 novembre, date de la prise de décision paraît douteux, à moins que des préparatifs de contingence aient été faits avant la décision finale. En effet, les troupes de combat cubaines ont commencé à arriver par avion en Angola très peu de temps après cette date.

D'après un autre reporter, plus près du M.P.L.A. que les Cubains, car ceux-ci n'ont jamais parlé de réticences soviétiques [3], Cuba aurait forcé la main aux Soviétiques [4]. Dans un reportage écrit à Luanda, il rapporte que l'URSS qui, depuis des

* *Département de science politique, UQAM.*

1. Voir « Opération Charlotte, ou les Cubains en Angola », *Libération*, Paris, 27, 28 et 29 janvier 1977. Dans un discours prononcé le 19 avril 1976, Fidel Castro avait lui-même précisé cette date. Voir F. CASTRO, *Angola : Giron africain*, Ediciones Politicas, La Havane 1976, p. 20.
2. T. HODGES, « The Struggle for Angola », *The Round Table*, n° 262, avril 1976, pp. 173–184.
3. Au contraire, Garcia-Marquez écrit que « les Cubains savaient pouvoir compter sur la solidarité et l'aide matérielle de l'URSS ».
4. Paulo FERNANDEZ, « Les Cubains en Angola », *Libération*, 16, 17 et 18 septembre 1976.

années, avait soutenu le M.P.L.A., avec une vigueur variable, hésitait à envoyer une aide matérielle trop voyante avant la date fixée pour l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre, et préconisait des négociations entre les mouvements rivaux. Il mentionnait aussi comme preuve des hésitations de l'URSS que le pont aérien de matériel soviétique a commencé au début de décembre, après la première victoire importante remportée le 25 novembre à Ebo par des troupes cubaines transportées en Angola depuis plus de deux semaines, par des moyens exclusivement cubains.

Compte tenu de l'état des relations cubano-soviétiques en 1975, il est peu probable que les dirigeants cubains n'aient pas consulté leurs homologues soviétiques avant de se lancer dans la guerre d'Angola. Et s'il y a vraiment eu des réticences soviétiques initiales, il est cependant clair qu'il y a eu rapidement une étroite concertation soviéto-cubaine.

Ceci dit, lorsqu'on examine l'ensemble du dossier cubain dans cette affaire, il est tout à fait évident que l'engagement de Cuba répond davantage à des considérations et à une logique politiques cubaines qu'à des exigences ou des sollicitations soviétiques [5].

Il faut d'abord noter que la politique et même la présence cubaine en Afrique ne commencent pas avec la guerre d'Angola. Ce n'est qu'avec celle-ci qu'on a commencé à constater que Cuba avait déjà des instructeurs militaires ou des techniciens dans plusieurs pays d'Afrique, dont le Congo (Brazzaville), la Guinée, l'Algérie, le Mozambique, la Somalie. De plus, l'intérêt de Cuba pour l'Afrique est bien antérieur à sa réconciliation avec l'URSS en 1969. On se souvient de la tournée africaine de Guevara en 1964, au cours de laquelle il avait établi des contacts avec Amilcar Cabral et Eduardo Mondlane, dirigeants révolutionnaires de la Guinée-Bissau et du Mozambique [6]. On a appris depuis, qu'après avoir quitté Cuba et avant de se rendre en Bolivie, où il devait y laisser sa vie, Guevara était allé en 1965 participer à la guérilla des lumumbistes au Congo (Léopoldville) [7]. L'année suivante, Agostinho Neto s'était rendu à Cuba.

En 1966, la Tricontinentale qui s'était tenue à La Havane avait été très importante pour permettre aux dirigeants cubains d'établir des liens avec des leaders révolutionnaires africains. Par la suite, la revue *Tricontinental*, publiée par les soins de Cuba, avait été pour eux un forum et un moyen d'expression. Il semble aussi que des maquisards du M.P.L.A. et d'autres mouvements africains aient reçu un entraînement militaire à Cuba [8].

En fait, l'expédition cubaine en Angola se trouvait à renouer directement avec la politique extérieure activiste de 1966 à 1968, qui avait été abandonnée par la force des choses en Amérique latine. Le M.P.L.A., mouvement nationaliste anti-impérialiste, formé dans la lutte armée, rejoignait les préférences initiales de Fidel Castro, beaucoup plus que les juntes du Pérou ou de l'Équateur. Face à une situation

5. Pour une intéressante contribution sur cette question, voir Abraham F. LÖWENTHAL, *Cuba in Africa : A Speculative Interpretation,* Paper presented at the Conference on contemporary trends and issues in Carribbean international affairs, Port-of-Spain, Trinidad, 23–27 May 1977. A paraître dans le livre : *Revolutionary Cuba in the World Arena,* (Ed. M. WEINSTEIN).
6. « L'Afrique et la tentation cubaine », *Jeune Afrique*, 16 avril 1976.
7. Voir GARCIA–MARQUEZ, *op. cit.*
8. Voir *Jeune Afrique, op. cit.*

de plus en plus bloquée en Amérique latine, l'Angola présentait à Cuba une occasion exceptionnelle pour retrouver ses pulsions fondamentales. Ainsi, Fidel Castro déclarait en avril 1977 :

> L'Afrique est aujourd'hui le maillon le plus faible de l'impérialisme... La domination impérialiste n'y est pas aussi forte qu'en Amérique latine. Donc, les possibilités d'une révolution fondamentale dans le continent africain sont réelles [9].

La collaboration avec l'Union soviétique dans la guerre d'Angola et dans sa politique africaine dut apparaître à Fidel Castro non pas comme un signe de satellisation mais comme une garantie d'efficacité qu'il avait sollicitée dans le passé pour l'Amérique latine, mais qui lui avait alors été refusée.

Avec la défense de l'engagement de Cuba en Angola, Fidel Castro et la presse cubaine ont retrouvé les accents des années soixante. De même, celui-ci a contribué à recréer partiellement l'atmosphère de mobilisation populaire de ces années-là. Comme Garcia-Marquez l'a fait remarquer [10], après une longue série d'échecs de divers ordres, Cuba avait besoin de marquer un succès tangible et mobilisateur. Il faut mentionner aussi un autre problème d'ordre intérieur qui a pu peser dans les considérations cubaines. Comme on le sait une partie importante de la population cubaine est noire. Malgré tous les efforts qui ont été faits pour réaliser l'égalité raciale à Cuba depuis la révolution, on ne peut pas dire qu'il s'agit là d'une question entièrement résolue. À cet égard, l'envoi d'un contingent dans un pays africain, pour lutter contre les objectifs de l'Afrique du Sud, pouvait renforcer les sentiments d'appartenance nationale des Noirs cubains et aider à la cohésion sociale du pays. Ce n'est pas par hasard que l'envoi du corps expéditionnaire cubain a été baptisé « Opération Carlotta », du nom d'une esclave noire qui avait trouvé la mort à Cuba en 1843, après avoir dirigé la rébellion d'un groupe d'esclaves. Ainsi lorsque Fidel Castro déclarait que Cuba était non seulement un pays latino-américain, mais aussi « latino-africain », il ne s'agissait pas d'une phrase vide de sens politique.

Comme on le sait le contingent cubain d'Angola estimé à 12 000 hommes était composé d'une forte proportion de Noirs, ce qui a créé un impact psychologique favorable en Afrique. C'est à celui-ci que Fidel Castro faisait écho avec un lyrisme qui lui est familier après la victoire :

> Du sang africain a coulé à Giron (Baie des Cochons)... et du sang cubain a coulé à côté de celui des combattants héroïques de l'Angola... Ceux qui ont réduit autrefois l'homme en esclavage et l'ont envoyé en Amérique n'auraient sans doute jamais imaginé qu'un de ces peuples qui a accueilli les esclaves enverrait ses combattants lutter pour la liberté de l'Afrique [11].

Un succès en entraîne d'autres dit-on, et c'est bien ce qui s'est passé avec l'action de Cuba en Angola, laquelle lui a donné une très grande popularité en Afrique. L'hostilité des pays africains envers l'Afrique du Sud et leurs sentiments d'impuissance et de frustration à l'égard de cet État qui bénéficie de la tolérance (c'est le moins qu'on puisse dire) des puissances occidentales, ont donné tout leur poids de popularité à la détermination et à la victoire des Cubains.

---

9. Entretiens avec Simon MALLEY, *Afrique-Asie*, n° 135, 16 au 29 mai 1977, pp. 8–21.
10. *Op. cit.*
11. *Angola, Giron africain, op. cit.*, p. 13.

Fidel Castro put récolter une partie du crédit de cette victoire, lors de la tournée triomphale de quarante jours qu'il effectua en Afrique, au début de 1977 et qui le conduisit en Libye, en Somalie, en Ethiopie, en Tanzanie, au Mozambique, en Angola et en Algérie [12]. Au cours de ce voyage, il rencontra également les leaders révolutionnaires du Zimbabwé, de la Namibie et de l'Afrique du Sud. Les liens ont évidemment été renforcés avec tous les pays visités auxquels Cuba prête son aide. Cette aide ne se limite pas seulement au domaine militaire. Des médecins cubains travaillent en Angola, en Guinée-Bissau et en Somalie, notamment. Il semble que

De même en 1976 deux cents experts cubains ont construit en Tanzanie trois écoles et un centre d'insémination artificielle. L'aide cubaine touche aussi à des domaines comme la pêche, l'industrie sucrière et l'éducation. Il semble en outre que les conseillers et techniciens cubains s'adaptent mieux aux conditions de l'Afrique que leurs homologues soviétiques ou est-européens, et qu'ils sont beaucoup plus appréciés par leurs hôtes africains.

Les retombées positives de l'engagement cubain en Angola ne se limitent pas seulement à l'Afrique. Il a développé un fort courant de sympathie pour Cuba dans plusieurs des Caraïbes, comme la Jamaïque, la Barbade, la Guyane et Trinidad où la population noire est majoritaire ou en très forte proportion. Cuba entretenait d'ailleurs déjà avec les gouvernements à tendance radicale de la Jamaïque et de la Guyane, des relations qui inquiètent les États-Unis [14].

C'est tout le rôle que Cuba a toujours voulu jouer dans le Tiers-Monde (avec priorité à l'Amérique latine jusqu'à récemment) qui s'est trouvé impulsé par l'affaire d'Angola. Il est évident que ce rôle correspond en grande partie aux intérêts soviétiques comme nous en discuterons un peu plus loin. Toutefois, le Tiers-Monde a pour Cuba une signification différente et autrement plus importante que pour l'URSS. Une lecture rapide de la presse cubaine permet immédiatement de se rendre compte que le Tiers-Monde occupe de loin la première place dans l'ordre des préoccupations internationales de Cuba. Dans un discours prononcé le 2 décembre 1976, Fidel Castro se lança dans une vive dénonciation de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Après avoir précisé que « le fait que l'Algérie, l'Irak et d'autres nations qui suivent une politique internationale progressiste, se trouvent parmi les pays pétroliers », avait « amené presque tous les pays sous-développés à faire cause commune avec les pays producteurs de pétrole », et violemment attaqué l'Iran, l'Arabie saoudite et les émirats du golfe Persique, il ajouta :

> les faits prouvent que la revalorisation excessive et abusive d'une matière première sur le marché mondial, à la suite de l'action « monopolistique » et unilatérale de quelques pays qui la détiennent, n'a pu se réaliser qu'au prix de la dévalorisation de toutes les autres matières premières et de tous les autres produits dont vivent l'immense majorité des pays sous-développés du monde. Ce n'est pas ainsi qu'on supprimera l'échange inégal qui est encore plus défavorable actuellement à cette majorité de pays ; c'est bien au contraire une manifestation, non de solidarité entre

12. Il faut ajouter à cette liste le Yémen du Sud qui est situé en dehors de l'Afrique. toutes proportions gardées, l'assistance cubaine à l'étranger en matière de personnel médical et en particulier de médecins est l'une des plus importantes du monde [13].
13. *Le Monde Diplomatique*, février 1977.
14. Voir James RESTON, « Castro and Caribbeans », *International Herald Tribune*, 18 mars 1976.

peuples exploités, mais de nationalisme étroit et égoïste. Une chose est de réclamer au riche, une autre de voler le pauvre ! [15]

Évidemment, l'Union soviétique, pour sa part, n'a jamais dénoncé l'OPEP. Et pour cause. Principal pays producteur de pétrole, elle a largement bénéficié des nouveaux prix mondiaux. Même si le pétrole soviétique est actuellement vendu aux pays du *COMECON* à 40% moins cher qu'au prix du marché mondial, le prix que ces pays doivent payer a plus que doublé depuis la crise du pétrole.

Ce n'était pas la première fois que Fidel Castro prenait une position semblable sur la question du pétrole. Lors de la conférence des partis communistes de La Havane en juin 1975, il avait réussi à faire endosser par ceux-ci une proposition cubaine antérieure qui demandait qu'une partie des sommes supplémentaires obtenues par l'augmentation des prix du pétrole soit constituée en fonds de crédit pour les pays sous-développés. Cette proposition visait au moins implicitement l'URSS [16].

Si les pages qui précèdent avaient pour but de démontrer que la guerre d'Angola a contribué à donner un souffle nouveau à la politique extérieure cubaine autour de ses options naturelles, plutôt qu'à transformer Cuba en simple exécutant des volontés soviétiques, il n'est pas moins certain que l'actuelle politique africaine de La Havane correspond aux intérêts soviétiques.

Si les Soviétiques ont pu vraiment hésiter avant de se commettre à fond en Angola, les réactions du Congrès américain dans le contexte de l'après Viêt-nam les ont sans doute vite convaincus que les risques étaient faibles et les avantages considérables. La victoire remportée les a placés dans une excellente position politique pour l'imminente confrontation qui se dessine en Afrique australe autour de la Rhodésie, de la Namibie et finalement de l'Afrique du Sud, elle-même dans ses derniers retranchements.

On a vu aussi comment pendant la tournée de Fidel Castro en Afrique, Podgorny suivait de près pour prendre avantage pour l'URSS de la popularité cubaine. Il ne s'agit pas simplement d'une simple coïncidence d'intérêts soviéto-cubains. La lecture des discours de Fidel Castro en Angola et dans les pays visités montre bien que celui-ci fait tout ce qu'il peut pour favoriser les bonnes relations de ces pays avec l'URSS. C'est ainsi qu'il organisa une rencontre en vue de réconcilier les présidents ennemis de l'Éthiopie et de la Somalie, pour empêcher que le rapprochement de l'URSS avec l'Éthiopie ne détériore ses relations avec la Somalie.

Contrairement à ce qui se passait durant les années soixante, Fidel Castro accepte maintenant de situer son activité politique extérieure plus ou moins à l'intérieur des limites de celle de l'URSS, en tâchant de l'élargir. Des divergences subsistent, comme nous l'avons vu, mais ne prennent pas un caractère conflictuel. Sans la concertation avec l'URSS, Cuba n'aurait pas les moyens matériels de poursuivre une activité aussi importante et diversifiée que celle qui est la sienne actuellement.

Parmi les avantages procurés à l'URSS par l'action cubaine en Angola, il faut mentionner le revers cuisant essuyé par la Chine dans cette affaire. Pour contrer l'appui de l'URSS au M.P.L.A., celle-ci avait soutenu, entraîné et armé directement

15. *Granma*, 3 décembre 1976.
16. Voir « Declaration of the Meeting of Communist Parties of Latin America and the Caribbean », *Granma*, (Weekly Review), 22 juin 1975.

ou par l'intermédiaire du Zaïre, le F.L.N.A. et s'est retrouvée du côté des vaincus. On a pu lui reprocher de s'y trouver en compagnie de l'Afrique du Sud, et utiliser ce fait contre elle. Même si ses raisons étaient évidemment différentes de celles de l'Afrique du Sud, son refus d'appuyer le M.P.L.A. n'a pu que nuire à ses bonnes relations avec des pays comme l'Algérie et la Tanzanie, fortement engagés aux côtés du M.P.L.A. De même actuellement, sa crainte que l'érosion des positions de l'Afrique du Sud ne profite à l'URSS la place dans une position ambiguë et ne peut qu'accentuer le déclin de son influence en Afrique.

L'intervention de Cuba en Angola a eu pour effet de retarder la normalisation de ses relations avec les États-Unis, laquelle, en 1975, paraissait devoir être réalisée à brève échéance. Comme on le sait, l'URSS, aussi bien que Cuba, souhaite la levée de l'embargo américain ; il en résulterait des économies importantes pour les deux pays. Fidel Castro paraît avoir pris assez légèrement l'éloignement de la perspective d'une normalisation avec les États-Unis et l'avoir considérée comme un prix qu'il était facilement prêt à payer. Lors de la clôture du premier congrès de son parti, il déclara avec une certaine ironie :

> Il est très curieux que le président des États-Unis, M. Ford, nous menace à ce sujet. Nous avions des relations autrefois : elles ont été rompues... À présent il ne reste plus rien à supprimer, alors on supprime l'espérance. C'est pourquoi on peut dire que le président des États-Unis a mis l'embargo sur l'espérance ! [17].

Certains ont interprété ce genre de propos comme voulant signifier aux États-Unis que s'ils voulaient exercer une quelconque influence sur Cuba, ils feraient mieux d'avoir des relations avec elle [18]. On peut ici se demander si la reprise des relations économiques avec les États-Unis, qui ne saurait tarder encore très longtemps, pourrait avoir des effets sur les relations soviéto-cubaines. Une réorientation progressive, même limitée, de l'économie cubaine vers l'hémisphère occidental pourrait réduire d'autant sa dépendance économique à l'égard de l'URSS et peut-être favoriser la résurgence de divergences qui ont été résorbées, sans être vraiment réglées.

Cependant, il est difficile d'être affirmatif là-dessus. Les considérations politiques ont très souvent été plus importantes que les besoins économiques dans la détermination de la politique extérieure de Cuba et de ses relations avec l'URSS. Les options politiques de Cuba, le mode de développement dans lequel elle est engagée, de même que la faiblesse des prix mondiaux du sucre, rendent difficile à envisager une réorientation économique assez avancée vers l'hémisphère occidental. Concurremment, la situation politique actuelle en Amérique latine favorise le maintien, à un niveau assez bas, des divergences avec l'URSS.

---

17. *Le 1er Congrès...*, *op. cit.*, pp. 320–321.
18. A. LÖWENTHAL, *op. cit.*
19. Sur les fluctuations et les déterminants des rapports entre l'URSS et Cuba depuis l'avènement de Fidel Castro en 1959, voir J. LÉVESQUE, *L'URSS et la révolution cubaine*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Presses de l'Université de Montréal, 1976.